

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

21 JUIN 2011

Projet de loi-programme (I)

Procédure d'évocation

AMENDEMENTS

N° 1 DE MME TEMMERMAN ET CONSORTS

Chapitre 1/1 (nouveau)

Insérer, dans le titre II, un chapitre 1/1 intitulé « Chapitre 1/1 : Allocation des réserves des ALE aux initiatives locales en faveur de l'emploi ».

Justification

Voir la justification de l'amendement n° 2.

N° 2 DE MME TEMMERMAN ET CONSORTS

Art. 4/2 (nouveau)

Dans le chapitre 1/1 (nouveau), insérer un article 4/2 rédigé comme suit :

« Art. 4/2 : « En vue d'assurer le respect, par les agences locales pour l'emploi, créées conformément à l'article 8 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, de la disposition relative à l'utilisation des fonds propres prévue à l'article 79, § 9, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, chaque agence déterminera, au cours du troisième trimestre de 2011, avec le bureau du service régional de l'emploi de l'arrondissement auquel elle ressortit, quels demandeurs d'emploi pourront être prioritairement intégrés dans une initiative locale en

Voir :

Documents du Sénat :

5-1098 - 2010/2011 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2010-2011

21 JUNI 2011

Ontwerp van programmawet (I)

Evocatieprocedure

AMENDEMENTEN

Nr. 1 VAN MEVROUW TEMMERMAN C.S.

Hoofdstuk 1/1 (nieuw)

In Titel II een Hoofdstuk 1/1 (nieuw) invoegen, met als opschrift : « Hoofdstuk 1/1 : Toewijzing van de reserves van de PWA's aan lokale tewerkstellingsinitiatieven »

Verantwoording

Zie amendement nr. 2.

Nr. 2 VAN MEVROUW TEMMERMAN C.S.

Art. 4/2 (nieuw)

In het Hoofdstuk 1/1 (nieuw) een artikel 4/2 invoegen, luidende :

« Art. 4/2 : « Met het oog op de naleving, door de Plaatselijke Werkgelegenheidsagentschappen, opgericht overeenkomstig artikel 8 van de besluitwet van 28 december 1944, van de bepaling inzake de aanwending van de eigen middelen, zoals vermeld in het artikel 79, § 9 van het koninklijk besluit houdende de werkloosheidsreglementering van 25 november 1991, zal ieder Agentschap tijdens het derde kwartaal van 2011 met het kantoor van de Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling van het Arrondissement waaronder het Agentschap ressorteert bepalen welke

Zie :

Stukken van de Senaat :

5-1098 - 2010/2011 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

faveur de l'emploi. Au cours du quatrième trimestre de 2011, les agences concluent avec les bureaux précités une convention au sujet de la mise à disposition, par chaque agence, de 60% maximum des réserves financières dont elles disposaient au 1^{er} juillet 2011 et de l'affectation de ces moyens au profit des initiatives locales en faveur de l'emploi. Il s'agit tant des réserves issues des activités traditionnelles que de celles qui ont été constituées par la création d'une section sui generis, conformément à l'article 8bis du même arrêté-loi et à l'article 2, §2, de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité. Ces conventions doivent être soumises, au plus tard le 31 décembre 2011, à l'accord de l'administration centrale de l'Office national de l'emploi et de l'administration centrale du service régional de l'emploi concerné. »

Justification

Dans le cadre du budget 2010, le gouvernement Leterme a décidé d'économiser 52,6 millions d'euros par le biais d'une cotisation unique sur les réserves financières des agences locales pour l'emploi.

À ce jour, pas le moindre euro n'a été perçu à la suite de cette mesure.

Cette cotisation unique est ressentie comme étant particulièrement inique par les administrations locales et par les ALE. La motivation invoquée par le gouvernement pour justifier cette mesure va également à l'encontre du consensus politique sur la nécessité d'impliquer davantage les Régions et de leur donner plus de compétences dans le domaine de la future politique des groupes cibles.

Le présent amendement vise à allouer directement le produit de la mesure aux initiatives locales en faveur de l'emploi, moyennant l'accord des instances régionales de l'emploi. Il permet ainsi d'investir efficacement dans le renforcement des services de proximité locaux, dans l'économie sociale ou dans les ateliers sociaux et les entreprises de travail adapté.

N° 3 DE MME **THIBAUT**

Art. 8

Remplacer l'article 8 comme suit :

« *Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012. »*

werkzoekenden prioritair kunnen ingeschakeld worden in een lokaal tewerkstellingsinitiatief. Tijdens het vierde kwartaal van 2011 sluiten de Agentschappen een akkoord af met voormelde kantoren over de ter beschikkingstelling vanwege elk agentschap van maximaal 60% van de financiële reserves die per 1 juli 2011 ter beschikking waren in het betrokken agentschap en over de besteding van deze middelen ten behoeve van lokale tewerkstellingsinitiatieven. Het betreft zowel de reserves verworven uit de traditionele activiteiten als deze opgebouwd door de oprichting van een sui-generis-afdeling overeenkomstig artikel 8bis van dezelfde besluitwet en artikel 2, §2, van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen. Deze akkoorden dienen uiterlijk op 31 december 2011 voor akkoord te worden voorgelegd aan het Hoofdbestuur van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening en het Hoofdbestuur van de betrokken Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling. »

Verantwoording

De regering Leterme heeft in het kader van de begroting 2010 beslist om € 52,6 miljoen te besparen door middel van een éénmalige aanslag op de financiële reserves van de PWA's.

Tot op vandaag werd hiervan geen Euro geïnd.

Deze éénmalige aanslag wordt door de lokale besturen en PWA's als zeer onrechtvaardig ervaren. De door de regering ingeroepen motivering voor de maatregel druist ook in tegen de politieke consensus die er bestaat om de regio's meer inspraak en bevoegdheden te verlenen inzake het toekomstig doelgroepenbeleid.

Met dit amendement willen we de opbrengst van de maatregel direct toewijzen aan lokale tewerkstellingsinitiatieven mits akkoord van de regionale werkgelegenheidsinstanties. Op deze manier kan er op een efficiënte manier geïnvesteerd worden in de versterking van de lokale buurtdiensten, de sociale economie of de sociale en beschutte werkplaatsen.

Marleen TEMMERMAN.
Frank VANDENBROUCKE.
Cécile THIBAUT.

Nr. 3 VAN MEVROUW **THIBAUT**

Art. 8

Artikel 8 vervangen als volgt :

« *Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2012. »*

Justification

En ses articles 5 à 8, ce projet de loi envisage d'avoir recours exclusivement à la voie électronique (via www.securitesociale.be) pour permettre à un employeur de réaliser sa notification/communication préalable de chômage temporaire, c'est-à-dire son obligation d'information du bureau compétent de l'ONEM qu'il met ou souhaite suspendre l'exécution du contrat de tout ou partie de ses travailleurs.

Jusqu'à présent, l'usage de la lettre recommandée était la norme. Le fax était par ailleurs largement accepté et toléré dans la plupart des bureaux régionaux de l'Office. Le recours à la voie électronique est lui plus récent. Si on constate cependant que le recours à la voie électronique est en constante progression, des nuances à ce constat sont cependant à apporter. Ce moyen de notification est utilisé prioritairement par les grandes entreprises et les secrétariats sociaux. Par contre, au sein des PME ou pour certains types de chômage temporaire, son usage est nettement moins répandu. Ainsi, (trop) peu de PME ont actuellement sollicité un accès au Portail de la Sécurité sociale. Beaucoup d'entre elles se reposent encore sur les moyens de communication traditionnels, non par préférence mais parce que, notamment, leur environnement de travail, l'urgence des situations impliquant d'avoir recours au chômage temporaire ou encore leur formation aux nouvelles technologies ne le leur en laissent pas le choix. Il nous apparaît donc que si le choix de cette voie est évident, il emporte cependant une certaine prudence et n'est surtout pas, à l'heure actuelle, guidé par une quelconque urgence. Or le projet de loi parle d'un passage exclusif à l'électronique dès le 1^{er} octobre prochain.

Si nous ne remettons pas en cause ce procédé efficace, nous ne percevons pas pourquoi celui-ci doit être adopté si rapidement. S'il y a lieu d'informer les employeurs de ce changement et de les convaincre de pouvoir utiliser ce mécanisme, un délai raisonnable est nécessaire pour ce faire. Or, il ne reste que 15 semaines avant le début de cette mesure. Et surtout, commencent dans 2 semaines les vacances d'été, période durant laquelle les employeurs seront partiellement en vacances et donc encore moins réceptif à ce genre d'information.

Par ailleurs, les autres partenaires de la sécurité sociale, comme les secrétariats sociaux, doivent aussi trouver le temps de s'organiser pour informer leurs clients et leur offrir la possibilité de se substituer à eux, le cas échéant. Tout cela ne s'improvise pas.

Ces nuances nous amènent à penser que l'usage exclusif de cette voie pour permettre une déclaration de chômage temporaire sera problématique pour un grand nombre de PME. Nous souhaiterions donc que :

1. la date d'entrée en vigueur du titre II, chapitre II du projet de loi programme I adoptée à la chambre ce jeudi 16 juin 2011 soit reportée au 1^{er} janvier 2012;
2. que la possibilité offerte au Roi, conformément à l'article 8 alinéa 2 de ce projet, de fixer une date d'entrée en vigueur antérieure au 1^{er} octobre, soit supprimée.

Cécile THIBAUT.

Verantwoording

In zijn artikelen 5 tot 8 voorziet dit wetsontwerp in het exclusieve gebruik van elektronische middelen (via socialezekerheid.be) om een werkgever in de gelegenheid te stellen zijn voorafgaande kennisgeving/mededeling van tijdelijke werkloosheid te verrichten, dat wil zeggen zijn verplichting na te komen om het bevoegde RVA-bureau te informeren dat hij de uitvoering van het contract van al zijn werknemers of van een gedeelte ervan schorst of wenst te schorsen.

Tot dusver was het gebruik van de aangetekende brief de norm. Tevens werd de fax in hoge mate geaccepteerd en getolereerd in de meeste regionale bureaus van de Rijksdienst. Het gebruik van de elektronische aangifte is recenter. Men stelt vast dat het gebruik van de elektronische aangifte gestaag toeneemt, maar die vaststelling moet worden genuanceerd. Die manier van kennisgeving wordt prioritair gebruikt door grote ondernemingen en sociale secretariaten. Maar bij KMO's en voor bepaalde soorten van tijdelijke werkloosheid is het gebruik ervan heel wat minder gebruikelijk. (Te) weinig KMO's bijvoorbeeld hebben momenteel toegang gevraagd tot de portaal-site van de sociale zekerheid. Veel van die ondernemingen steunen nog op de traditionele communicatiemiddelen, niet omdat ze dat verkiezen, maar omdat ze geen keuze hebben door hun werkomgeving, het spoedeisende karakter van de situatie waardoor een beroep moet worden gedaan op tijdelijke werkloosheid, of nog hun opleiding inzake nieuwe technologieën. Het komt ons dus voor dat de keuze van dat middel voor de hand ligt, maar voorzichtigheid is geboden en er is momenteel geen sprake van enige spoedeisende behoefte. Het wetsontwerp evenwel heeft het over een exclusieve overstap naar de elektronische aangifte vanaf 1 oktober eerstkomend.

We verwerpen deze efficiënte werkwijze niet, maar we zien niet in waarom zij zo snel moet worden toegepast. Indien er reden bestaat om de werkgevers van die verandering op de hoogte te brengen en hen te overtuigen om dat mechanisme te gebruiken, dan is daarvoor een redelijke termijn nodig. Er blijven echter slechts 15 weken voor de aanvang van die maatregel. Bovendien begint binnen twee weken de zomervakantie, een periode waarin de werkgevers gedeeltelijk met vakantie zullen zijn en dus nog minder ontvankelijk zullen zijn voor dergelijke informatie.

Overigens moeten de andere partners van de sociale zekerheid, zoals de sociale secretariaten, eveneens de tijd vinden om zich te organiseren om hun cliënten te informeren en de mogelijkheid krijgen in voorkomend geval de aangifte in plaats van die cliënten te doen. Improvisatie is hier uit den boze.

Dat alles doet ons denken dat uitsluitend gebruik maken van de elektronische aangifte voor tijdelijke werkloosheid problematisch wordt voor veel KMO's. Wij wensen dus :

1. dat de datum van inwerkingtreding van titel II, hoofdstuk II van het ontwerp van programmawet I, zoals aangenomen op donderdag 16 juni 2011, verschoven wordt naar 1 januari 2012;
2. dat de mogelijkheid welke de Koning wordt geboden, overeenkomstig artikel 8, tweede lid van dit ontwerp, om een datum van inwerkingtreding vast te stellen voorafgaand aan 1 oktober, wordt opgeheven.

N° 4 DE M. DE BRUYN ET CONSORTS

Supprimer l'article 14.

Justification

Une ancienne loi-programme contenait des dispositions permettant au gouvernement de prélever sur les réserves des ALE et des ALE- entreprise de titres-services. Ces versements devaient être effectués au cours du premier trimestre de l'année 2011. Les arrêtés d'exécution n'ayant cependant pas encore été pris à cet effet, le temps presse pour le gouvernement. Afin que cette opération puisse encore avoir lieu, la loi-programme proposée supprime la condition que le versement ait lieu au cours du premier trimestre de 2011.

Cette disposition pénalise les bons gestionnaires d'ALE et d'ALE- entreprise de titres-services: les autorités fédérales s'emparent des moyens qu'ils ont parcimonieusement économisés. Certains partisans de cette mesure ont demandé que son produit soit versé à des initiatives locales pour l'emploi. La meilleure garantie à cet effet est de laisser purement et simplement ces moyens aux ALE.

Le présent amendement tend à supprimer les dispositions concernées de la loi-programme, le prélèvement par le gouvernement étant alors impossible.

N° 5 DE M. DE BRUYN ET CONSORTS

Supprimer l'article 15.

Justification

Voir l'amendement n° 4.

Nr. 4 VAN DE HEER DE BRUYN C.S.

Het artikel 14 wordt geschrapt.

Verantwoording

In een eerdere Programmawet werd de mogelijkheid voorzien voor de regering om de reserves van de PWA's en de PWA-DCO's af te romen om de begroting te spijzen. Deze stortingen zouden moeten gebeuren tijdens het eerste kwartaal van 2011. Tot nu toe werden de nodige uitvoeringsbesluiten echter nog niet genomen, waardoor de regering in tijdsnood komt. De Programmawet wil dan ook de bepaling dat dit in het eerste kwartaal van 2011 moet gebeuren schrappen, om deze operatie alsnog te kunnen laten doorgaan.

Door deze maatregel worden de goede beheerders van PWA's en PWA-DCO's gestraft: hun zuinig opgespaarde middelen worden door de federale overheid ingepalmd. Enkele voorstanders van de maatregel vragen daarbij wel de garantie dat de financiële opbrengsten ervan gebruikt zouden worden voor lokale tewerkstelling. De beste garantie daarvoor is echter om de middelen gewoon bij de PWA's te laten.

Dit amendement strekt ertoe de betreffende bepalingen uit de Programmawet te schrappen, waardoor het doorvoeren van de afroomoperatie door de regering onmogelijk wordt.

Nr. 5 VAN DE HEER DE BRUYN C.S.

Het artikel 15 wordt geschrapt.

Verantwoording

Zie amendement nr. 4.

Piet DE BRUYN.
Louis IDE.
Elke SLEURS.